

CONTRAT POUR LE TRANSPORT ET LE TRAITEMENT
DES REACTIFS USAGES ISSUS DU SYSTEME DE FILTRATION DES FUMEES DE
CREMATION

EMTA / FUNECAP

ANNULE ET REMPLACE LE CONTRAT : LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE France
ET SES FILIALES

Les soussignés :

La société FUNECAP HOLDING, Société par actions simplifiée, au capital social de 119 509 641,00 euros, dont le siège social est 33, avenue du Maine 75015 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 524 716 610,

Agissant au nom et pour le compte de ses filiales exploitant les établissements visés en annexe 1,

Ci-après dénommée « **LE CLIENT** »

Représentée par Julien FAVIER, Directeur des Travaux, des Achats et des Services Généraux,

D'une part,

Et

La société EMTA,
Société par actions simplifiées au capital social de 457.348 €uros dont le siège social est 427 route du Hazay, Zone Portuaire, 7820 LIMAY, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 709 807 036,

Ci-après dénommée « **LE PRESTATAIRE** »

Représentée par Eric VAN DE WYNCKELE, Responsable Commercial,



D'autre part,
SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – DEFINITION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 2 : DECHETS FAISANT L'OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 3 : CONFORMITE DES DECHETS	4
ARTICLE 4 : RESEAU DES ISDD	4
CHAPITRE 2 : EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5 : PROGRAMMATION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6 : TRANSPORT DES DECHETS	5
CHAPITRE 3 : STIPULATIONS FINANCIERES	6
ARTICLE 7 : PRIX	6
ARTICLE 8 : CONDITIONS DE PAIEMENT	8
CHAPITRE 4 – DUREE ET TERME DU CONTRAT.....	8
ARTICLE 9 : DUREE	8
ARTICLE 10 : RESILIATION.....	8
ARTICLE 11 : CLAUSE DE SAUVEGARDE	9
ARTICLE 12 : FORCE MAJEURE	9
ARTICLE 13 : EXIGIBILITÉ IMMEDIATE.....	9
ARTICLE 14 : CESSION DU CONTRAT	10
CHAPITRE 5 : STIPULATIONS GENERALES	10
ARTICLE 15 : ENGAGEMENT DIVERS	10
ARTICLE 16: CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 17 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE	11
ARTICLE 18 : INTÉGRALITÉ DE L'ACCORD	12
ARTICLE 19 : PROCÉDURE AMIABLE	12
ARTICLE 20 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE.....	12
ARTICLE 21 : CONDITIONS GENERALES	12

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

- Il est convenu entre LE CLIENT et LE PRESTATAIRE que le contrat N°2018 19 07 vient annuler et remplacer le contrat N°20171030 0001 du 14 novembre 2017 signé entre EMTA et LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE France (filiale de FUNECAP HOLDING).
- LE PRESTATAIRE a pour activité le traitement des déchets et dispose d'un réseau d'installations de stockage de déchets dangereux (ci-après « ISDD »).
- LE CLIENT est spécialisé dans la gestion de crématoriums.
- LE CLIENT souhaite confier au PRESTATAIRE le traitement des réactifs usagés issus du système de filtration des fumées générés sur toute la France par sa gestion de crématoriums hors DOM TOM et étranger.
- LE PRESTATAIRE propose au client de traiter les déchets par l'intermédiaire de son réseau, et plus spécifiquement ses sites de SERAF et SOLITOP.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

CHAPITRE 1 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Après définition des attentes du CLIENT et conformément à ces dernières, LE PRESTATAIRE s'engage à effectuer une prestation d'élimination de déchets par l'intermédiaire d'un réseau d'ISDD (SERAF – SOLITOP), dûment autorisés et adaptés à chaque catégorie de déchets tels que définis à l'article 2 et conformément à l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

LE PRESTATAIRE propose la prestation complémentaire, optionnelle, de prélèvement d'échantillon. L'analyse préalable du déchet étant nécessaire à la procédure d'acceptation de ce déchet, le prélèvement d'un échantillon peut être effectué soit par LE CLIENT, soit par une société déléguée par LE PRESTATAIRE. Cette prestation inclut le déplacement en national, le port d'EPI, le prélèvement d'échantillon, le flaconnage, et l'expédition vers le laboratoire du PRESTATAIRE.

En cas de non-conformité des déchets aux arrêtés préfectoraux autorisant LE PRESTATAIRE à traiter les déchets dangereux, le PRESTATAIRE en informera sans délai LE CLIENT.

Article 2 : DECHETS FAISANT L'OBJET DU CONTRAT

2.1. SPECIFICATION DES DECHETS

Seuls les déchets identifiés au terme de la procédure ci-après font l'objet de la prestation.
Ces déchets sont les suivants :

Nom du déchet	N° de C.A. (*)	Conditionnement	Quantités (Tonnes par an)
REACTIF USAGE	1 CAP par Ets (conf. Liste Annexe 1)	Conditionnement en fûts de 60 ou 220 Litres. <i>Les fûts seront en amont filmés sur palettes.</i>	<50 Tonnes an

(*) CAP = Certificat d'Acceptation Préalable

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT

Chaque déchet devra faire l'objet, avant toute prestation, d'une procédure préalable d'acceptation de déchet. Le client devra compléter et valider la Fiche d'Identification de Déchets (FID) décrivant le processus générateur de chaque déchet et sa composition, ainsi que les risques engendrés par leur nature en termes de manipulation et de traitement.

Sur la base de ces informations et de l'analyse d'acceptation, LE PRESTATAIRE proposera au client un réseau d'ISDD adapté (SERAF – SOLITOP) et lui transmettra les Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) correspondants. Les Fiches d'Identification de Déchets et les Certificats d'Acceptation font partie des pièces contractuelles et devront être renouvelés tous les ans. Le déchet est ainsi défini conformément aux critères figurant dans la Fiche d'identification de Déchets et les Certificats d'Acceptation.

2.2. VOLUMES

Le prix de la prestation et la répartition des déchets à traiter sur les différents centres ci-après évoqués sont déterminés compte tenu notamment, du volume global indiqué au tableau de l'article 2.1 pour chacun des déchets répertoriés.

En cas de diminution de production ou de réduction à la source du volume de déchets générés, LE CLIENT s'engage à en informer LE PRESTATAIRE dans les plus brefs délais. Si le volume est amené à évoluer au cours de l'année suivante, la nouvelle valeur doit être communiquée au PRESTATAIRE par LE CLIENT dans un délai maximum de 2 mois. Le client devra justifier de cette évolution, laquelle pourra avoir des incidences en terme financier, technique et organisationnel, afférentes aux capacités respectives des centres de traitement constituant le réseau évoqué.

LE PRESTATAIRE mettra tout en œuvre pour proposer au CLIENT une solution répondant à ses problématiques ponctuelles, résultant d'une production excédentaire de déchet, sans pour autant s'engager à une obligation de résultat.

Article 3 : CONFORMITE DES DECHETS

LE CLIENT s'engage à ne livrer que des déchets conformes aux spécifications mentionnées dans les Certificats d'Acceptation Préalables et les Fiches d'Identification de Déchets. Le PRESTATAIRE est en mesure de garantir la qualité de la stabilisation en vertu de la réglementation en vigueur sous réserve que le déchet proposé reste conforme globalement à celui de l'analyse de référence.

Les déchets livrés feront l'objet à chaque livraison d'un contrôle du respect des seuils d'acceptation.

Article 4 : RESEAU DES ISDD

Les déchets visés à l'article 2 seront dirigés vers les centres de traitement suivants :

Nom du déchet	Société	ISDD	Arrêté Préfectoral
REACTIF USAGE	SERAF	Chemin rural du Gal 76410 Tourville la Rivière	Arrêté Préfectoral du 15/01/18
	SOLITOP	Bois des Blettes 85410 St Cyr des Gâts	Arrêté Préfectoral du 28/02/17

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



Au cours du marché, LE PRESTATAIRE pourra étendre sa prestation sur d'autres ISDD de son réseau. Il en informera alors LE CLIENT. Dans ce cas les conditions du présent contrat resteront inchangées.

CHAPITRE 2 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 5 : PROGRAMMATION DES PRESTATIONS

LE CLIENT soumettra au PRESTATAIRE une demande d'enlèvement de fûts par téléphone ou par mail ou soumettant le nombre de fûts et le nombre de palettes à transporter.

Coordonnées des interlocuteurs	CLIENT	LE PRESTATAIRE
Contact commercial		Eric VAN DE WYNCKELE Responsable commercial Pôle Stockage evandewynckele@sarpindustries.fr Tél: 06 125 225 02 Estelle MICHENAUD Chargée d'Affaires EMTA emichenaud@sarpindustries.fr Tél: 01 34 97 24 91
Programmation	Responsable du crématorium	Estelle MICHENAUD Chargée d'Affaires EMTA emichenaud@sarpindustries.fr Tél: 01 34 97 24 91
Accueil des sites	Suivant liste fournie (Annexe 1)	SERAF 02 32 96 06 96 SOLITOP 02 51 00 18 54

LE PRESTATAIRE informera LE CLIENT en cas d'arrêt technique de l'une des ISDD mentionnée à l'article 4 ou en cas de modification des heures de réception des déchets susceptible d'avoir des incidences sur le planning convenu.

Article 6 : TRANSPORT DES DECHETS

6.1. AFFRETEMENT PAR LE PRESTATAIRE

Le transport des déchets objets du présent contrat est effectué par un transporteur affrété par LE PRESTATAIRE qui veillera à ce que le transporteur dont il requiert les services dispose des équipements et autorisations nécessaires.

- Au chargement :

Le ou les transporteur(s) affrété(s) doit(vent) se conformer aux règles de sécurité et de fonctionnement du site du CLIENT et utiliser du matériel correspondant au cahier des charges dudit CLIENT (cf protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement signé entre LE CLIENT et chacun du (ou des) transporteur(s)).

Toutefois, LE CLIENT veillera au contrôle des équipements au chargement du transporteur au regard des prescriptions et de la classification qu'il aura retenue pour le transport de ses déchets. LE CLIENT rédigera le BSD qui accompagne chaque livraison sur les sites du PRESTATAIRE.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



De même, LE CLIENT est tenu de remettre la consigne de sécurité, si existante, à chaque expédition et a une obligation de formation et de conseil vis à vis du chauffeur quant aux risques et dangers spécifiques encourus et quant au comportement attendu du chauffeur en cas d'incident et/ou d'accident.

- Au déchargement sur les sites du prestataire :

Les déchets sont déchargés par les moyens du transporteur et cette opération est à la charge du PRESTATAIRE.

Le choix du transporteur et les coûts du transport sont à la charge du PRESTATAIRE. LE CLIENT ne peut être tenu pour responsable du surcoût de la part du transporteur pour un délai de chargement sur le site du CLIENT dans la mesure où celui-ci n'excède pas 1 heure.

6.2. STIPULATIONS PARTICULIERES SUR LE CHARGEMENT DES DECHETS

Le chargement des palettes sera effectué par LE PRESTATAIRE.

Le CLIENT s'assurera que les fûts seront en amont filmés et cerclés sur palettes.

Les résidus de réactifs usagés seront livrés sur le site en fûts de 60 et 220 litres par camion petit porteur muni d'un hayon et d'un transpalette.

Les déchets inscrits au présent contrat devront être exempts de corps étrangers.

LE CLIENT rédigera et signera le Bordereau de Suivi des Déchets (BSD – Annexe 2) qui accompagne chaque livraison sur les ISDD.

De même, LE CLIENT est tenu de remettre la consigne de sécurité, si existante, à chaque expédition et a une obligation de formation et de conseil vis à vis du chauffeur quant aux risques et dangers spécifiques encourus et quant au comportement attendu du chauffeur en cas d'incident et/ou d'accident.

6.3. STIPULATIONS PARTICULIERES SUR LE DECHARGEMENT DES DECHETS

LE PRESTATAIRE répercutera au CLIENT tout surcoût facturé par le transporteur correspondant au temps d'attente incompressible sur les centres de traitement, inhérent au contrôle de l'origine, de la nature et de la conformité du déchet.

LE PRESTATAIRE remettra aux établissements collectés et cités en annexe 1 le BSD dûment complété en début du mois suivant l'élimination.

CHAPITRE 3 : STIPULATIONS FINANCIERES

Article 7 : PRIX

La facturation est calculée sur la base du nombre de fûts réceptionnés sur les ISDD et du nombre de prélèvements d'échantillons effectués.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



7.1 PRIX DU TRAITEMENT

Nom du déchet	Conditionnement	Prestation	Nombre minimum de fûts par retrait	Tarif HT/fût <i>Valable de la date de signature du contrat jusqu'au 31/12/18</i>	Tarif HT/fût <i>Valable du 01/01/19 au 31/12/19</i>	Tarif HT/fût <i>Valable du 01/01/20 au 31/12/20</i>
REACTIFS USAGES	Fût de 60L	Forfait collecte et traitement du fût (sur palette)	12	82€	83.50€	85€
	Fût de 220L		6	128€	130.50€	133€

7.2 PRIX DU PRELEVEMENT D'ECHANTILLON

Prestation	Délai	Tarif HT/prestation <i>Valable de la date de signature du contrat jusqu'au 31/12/18</i>	Tarif HT/prestation <i>Valable du 01/01/19 au 31/12/19</i>	Tarif HT/prestation <i>Valable du 01/01/20 au 31/12/20</i>
Prélèvement d'échantillon en national	Déplacement sous 15 jours	412€	420€	429€
	Déplacement urgent sous 2 à 10 jours	618€	630€	643€
	Déplacement urgent sous 2 jours	824€	841€	858€

Toute évolution du contrat (sécurité, temps d'attente supérieur à 30min du fait du client...) ou toute prestation complémentaire non spécifiée dans la demande initiale donnera lieu à une facturation en sus.

Toute impossibilité d'intervention lors du passage du technicien, du fait du client, sera considérée comme une intervention réalisée (facturation intégrale du devis initial et des éventuels frais de vie).

7.3 TAXES AFFERENTES

Toutes taxes afférentes seront répercutées en sus. Les montants retenus seront ceux applicables au moment du fait générateur.

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (T.G.A.P.) est incluse dans les tarifs forfaitaires / fût. Toute évolution du montant de la TGAP pourra être répercutée au CLIENT selon la Loi de Finances.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



Article 8 : CONDITIONS DE PAIEMENT

Le règlement des prestations fournies par LE PRESTATAIRE s'effectuera sur présentation des factures établies chaque mois par celle-ci. La facturation est calculée sur la base du nombre de fûts réceptionnés sur l'ISDD.

Les ponts à bascule de nos installations étant agréés et contrôlés conformément à la réglementation, le bon de pesée du PRESTATAIRE sert de référence. Une copie du procès verbal de contrôle du pont à bascule émis par le Service d'Instruments et de Mesures, sera adressée chaque année.

LE CLIENT se libérera des sommes dues au PRESTATAIRE, majorées de la TVA et de toutes taxes complémentaires en vigueur au jour de la facturation par virement à :

Banque : **SOCIETE GENERALE**
PARIS ETOILE ENTREPRISE
Compte : **EMTA**
Code Banque : **30003**
Code Guichet : **03175**
Compte n° : **00020255144 clé RIB 72**

Dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de la date d'émission des factures.

En cas de paiement après l'échéance, les pénalités de retard seront calculées depuis la date d'échéance jusqu'au jour du paiement effectif à un taux de trois fois le taux d'intérêt légal sur la base des sommes non réglées. Ces pénalités seront dues à réception de l'avis informant qu'elles ont été portées au débit du compte.

Aucun escompte ne sera appliqué en cas de paiement anticipé.

CHAPITRE 4 – DUREE ET TERME DU CONTRAT

Article 9 : DUREE

Le présent contrat prend effet à sa date de signature en 2018, ou de façon rétroactive pour les tarifs le 1^{er} septembre 2018. Il est conclu jusqu'au 31 décembre 2020.

A son échéance, il sera tacitement reconduit pour une durée de deux fois un an maximum, sauf résiliation par l'une ou l'autre des Parties adressée en lettre recommandée, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois. Les Parties se rencontreront afin de négocier de bonne foi une révision des tarifs relativement à cette reconduction.

Article 10 : RESILIATION

Le contrat sera résilié de plein droit, sans aucune formalité judiciaire, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- Manquement grave par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'avoir à s'exécuter, adressée en lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans que la partie défaillante ne puisse prétendre à aucune indemnité et nonobstant le cas

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



- échéant, le droit pour l'autre partie de demander la réparation intégrale de son préjudice,
- Manquement répété par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas, la résiliation prendra effet au jour de sa notification à la Partie défaillante.

Article 11 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

Afin de sauvegarder l'équilibre du contrat, les Parties s'engagent à en modifier et en adapter les stipulations techniques et financières notamment dans les cas suivants et par voie d'avenant :

- survenance d'un évènement non prévu lors de la signature du présent contrat remettant en cause l'équilibre économique général de celui-ci,
- suppression, retrait, arrêt ou modification d'un arrêté préfectoral de l'un des ISDD,
- modification de la réglementation relative aux centres de traitement générant des contraintes techniques et/ou financières nouvelles.
- évolution significative de la quantité de déchet que souhaite confier le client au prestataire remettant en cause l'équilibre économique général du contrat.
- Impossibilité de traitement des déchets résultant de prescriptions techniques dont le respect est indispensable au bon fonctionnement du centre.

A défaut d'accord dans les trente (30) jours de la survenance de l'évènement, le présent contrat sera résilié de plein droit sans qu'aucune des parties ne puissent prétendre à une indemnité.

Article 12 : FORCE MAJEURE

Devront être considérés comme relevant de la force majeure dégageant la responsabilité de chacune des parties, tout évènement qualifié comme tel au regard de ses caractères imprévisible, irrésistible et extérieur. Les grèves du personnel dans la mesure où elles empêcheraient l'accès au site, les occupations de site qui ne sont pas le fait du personnel, les phénomènes naturels à caractère catastrophique relèvent expressément de la présente stipulation.

La Partie invoquant un évènement de force majeure en informera l'autre dans un délai de 48 heures. Elle précisera la durée estimée de ses effets et tâchera de les limiter.

Si le cas de force majeure devait se prolonger au-delà de 30 (trente) jours ouvrables, les parties se consulteront pour décider de la poursuite ou non du contrat et déterminer, d'un commun accord, les mesures nécessaires à maintenir la continuité du service dans le respect des conditions de sécurité et de préservation de l'environnement.

Article 13 : EXIGIBILITÉ IMMEDIATE

Les sommes correspondant aux prestations réalisées à la date d'effet de la résiliation, quelque en soit la cause, resteront acquises au Prestataire au prorata des réalisations et deviendront immédiatement exigibles, sauf décision de justice contraire et exécutoire. Le prestataire transmettra sans délai au client les éléments de toute nature se rapportant aux prestations exécutées.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



Article 14 : CESSIION DU CONTRAT

Les Parties ne pourront céder ou transférer tout ou partie de leurs droits et obligations sans l'accord préalable et écrit de l'autre, hormis dans les cas suivants :

- cession à toute société que l'une ou l'autre contrôle directement ou indirectement ou qui la contrôle au sens de l'article L233-3 du Code de commerce ;
- fusion, scission, apport partiel d'actif, confusion de patrimoine et plus généralement en cas d'opération entraînant une transmission universelle de patrimoine.

En cas de cession partielle ou globale du site / lieu d'exécution, le client s'engage à produire ses meilleurs efforts à la reprise du présent contrat par le repreneur / cessionnaire du site / lieu d'exécution.

CHAPITRE 5 : STIPULATIONS GENERALES

Article 15 : ENGAGEMENT DIVERS

LE CLIENT, en tant que producteur des déchets, s'engage à se conformer à son obligation d'information relative à la qualité et à la dérive de qualité des déchets livrés, devra fournir tous documents prévus par la réglementation, dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable des déchets et de l'exécution du présent contrat.

LE CLIENT demeure responsable du déchet jusqu'à son l'élimination.

LE PRESTATAIRE est en mesure de garantir la qualité des traitements effectués en vertu de la réglementation en vigueur, sous réserve que les déchets en cause demeurent conformes aux spécifications mentionnées dans les Certificats d'Acceptation Préalables et les Fiches d'Identification de Déchets.

Le fait que l'une ou l'autre des parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de l'accord ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Si l'une quelconque des stipulations de l'accord s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de l'accord ni altérer la validité de ses autres stipulations.

Aucune des parties ne peut prendre un engagement au nom ou pour le compte de l'autre. En outre, chacune des parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels. Cet accord préservera leur indépendance et ne générera aucun lien quelconque de subordination, mandat, ou agence entre les parties.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



Article 16 : CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1 Confidentialité

Toutes les informations fournies par l'une des parties ou auxquelles l'autre a accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont considérées comme confidentielles et notamment, les informations techniques et commerciales, les prix, garanties, quantités, les modalités d'exécution du présent contrat, ainsi que l'existence même de celui-ci.

Chaque partie s'engage : à tenir comme strictement confidentielles et traiter les informations précitées avec le même degré de protection qu'elle confère à ses propres informations de même nature et importance ; à limiter leur communication aux seuls membres de son personnel dont l'usage leur est nécessaire ; à ne pas divulguer les informations, directement ou indirectement à tout tiers autres que les personnes susvisées ; à ne copier, ni reproduire, ni dupliquer totalement ou partiellement les informations ; à ne pas utiliser les informations dans un but autre que l'exécution du présent contrat.

Cette obligation demeurera 5 (cinq) ans après l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit.

Cette obligation ne s'applique pas aux informations légitimement connues de la partie réceptrice préalablement à leur communication (à charge pour la partie invoquant cette connaissance préalable d'en apporter la preuve), aux informations obtenues de tiers non tenus d'une obligation de secret par des moyens légitimes, aux informations qui étaient dans le domaine public ou qui y tombent sans que la partie réceptrice n'ait commis aucun manquement dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

16.2 Propriété intellectuelle et industrielle

Le présent contrat n'emporte aucune cession de droits de propriété intellectuelle ou industrielle. Aucun usage ne pourra être fait, par la partie réceptrice des informations communiquées dans le cadre de l'exécution du présent contrat, à des fins de constitution de droit de propriété intellectuelle et industrielle quelques qu'ils soient

Article 17 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Conformément aux dispositions légales (articles L 541-1 et suivants du Code de l'Environnement notamment), le producteur de déchets en demeure responsable jusqu'à leur élimination.

La responsabilité du Prestataire est limitée aux dommages matériels directs du Client et elle est plafonnée à un montant maximum de 5 millions d'euros par sinistre et par an. La responsabilité du Prestataire est expressément exclue quant aux dommages immatériels et/ou indirects tels que le manque à gagner, la perte de profit ou de production. Le Client renonce à tous recours contre lui et/ou ses assureurs à raison de tels dommages et se porte fort et garant de faire renoncer ses propres assureurs à tous recours dans les mêmes termes et limites.

Les dommages de toute nature causés au personnel du client ou de LE PRESTATAIRE du fait de l'exécution du présent contrat restent à la charge de leur employeur respectif. La présente clause ne porte pas atteinte aux droits ou actions dont pourraient légitimement se prévaloir les victimes d'accidents, leur ayants droits ou la Sécurité Sociale.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



Article 18 : INTÉGRALITÉ DE L'ACCORD

Le Contrat, ainsi que les annexes jointes et intégrées aux présentes, représentent l'intégralité de l'accord entre les parties et remplacent tous accords ou déclarations antérieurs, oraux ou écrits, se rapportant au même objet. Le contrat ne pourra être modifié que par un écrit signé par un représentant dûment habilité de chacune des parties. Sauf lorsqu'il est expressément stipulé le contraire, en cas conflit entre les stipulations du contrat et ses Annexes, les stipulations du contrat prévaudront.

Article 19 : PROCÉDURE AMIABLE

A l'exception des cas d'urgence, les parties s'engagent, en cas de différend, préalablement à la saisine de toute juridiction, à mettre en œuvre une procédure de règlement amiable dans les plus brefs délais.

A cet effet, dès qu'une partie identifiera un différend avec l'autre, il lui appartiendra de demander la convocation d'une réunion ad hoc, réunissant des interlocuteurs des deux parties de niveau Direction Générale, afin d'ouvrir des discussions. La réunion se tiendra dans les 15 jours.

Si dans ce délai de 15 jours aucune solution n'est trouvée, entérinée par écrit ou si la réunion ad hoc n'a pas lieu, chaque partie reprendra sa liberté d'action.

Article 20 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

A défaut d'accord amiable entre les parties, le Tribunal de Commerce de Nanterre sera seul compétent pour connaître de toute difficulté relative à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou conservatoires, en référé ou par requête.

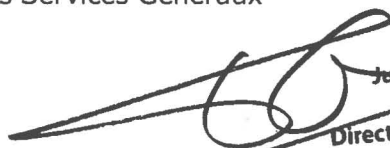
Article 21 : CONDITIONS GENERALES

Les conditions générales de vente et d'achat des parties ou tout autre document équivalent sont expressément écartées, que ces documents aient été transmis antérieurement ou postérieurement la signature du présent contrat.

Fait à Limay
En deux exemplaires originaux
Le _____

Pour LE CLIENT
Julien FAVIER
Directeur des Travaux, des Achats
Et des Services Généraux

Pour LE PRESTATAIRE
Eric VAN DE WYNCKELE
Responsable Commercial


Julien FAVIER
Directeur des Travaux,
des Achats et des Services généraux
FUNECAP

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT



ANNEXE 1

Liste des Etablissements gérés par le CLIENT

ADRESSES DE LIVRAISON					ADRESSES DE FACTURATION
NOM ETABLISSEMENT	ADRESSE	VILLE	DIRECTEUR	MAIL	
Crématorium et Parc Mémorial de la Vienne	Rue du Souvenir	86000 PONTIERS	Morgan Plodys	m.plodys@crematoriums.fr	<p>La Société des Crématoriums de France 150 Avenue de Libération 59270 Bailleul</p> <p>Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr</p>
Crématorium de Caen	Rue de l'Abbaye d'Ardenne	14000 CAEN	Jérôme Paul	j.paul@crematoriums.fr	
Crématorium de Metz	L'Imposse des Hauts Peupliers	57070 METZ	Gilles Bongiovanni	g.bongiovanni@crematoriums.fr	
Crématorium d'Annecy	Route du cimetière des Iles	74000 ANNECY	Julien Eusop	j.eusop@crematoriums.fr	
Crématorium et Parc Mémorial du Pays de Vannes	Lieu-dit "Plumit"	56890 PLESCOP	Michel Dégardin	m.degardin@crematoriums.fr	
Crématorium et Parc Mémorial du Val d'Oise	35 avenue de Verdun	95310 ST OUEH L'AUMONE	Richard Boucard	r.boucard@crematoriums.fr	
Crématorium et Parc Mémorial de Provence	2370 rue Claude Nicolas Ledoux	13290 LES MILLES	Patrick Pierson	p.pierson@crematoriums.fr	
Crématorium du Pays d'Eure	248 rue de l'Abbé Lemire	27000 EVREUX	Emmanuel Lancien	e.lancien@crematoriums.fr	
Maison Funéraire et Crématorium d'Auxerre	19 rue des Conches	89000 AUXERRE	Damien Lhuissier	d.lhuissier@crematoriums.fr	
Espace Funéraire et Crématorium des Yvelines	52 rue de la Nouvelle France	78130 LES MUREAUX	Christophe Champey	c.champey@crematoriums.fr	
Crématorium et Parc Mémorial du Pays d'Artois	3 rue Arthur Rimbaud	62217 BEAURAINS	Jérôme Bortel	j.bortel@crematoriums.fr	
Crématorium de Troyes en Champagne	Chemin Chavonil	10340 ROSIERES PRES TROYES	Damien Lhuissier	d.lhuissier@crematoriums.fr	
Crématorium d'Amilly	400 rue de Fisseux	45200 AMILLY	Christophe Meunier	c.meunier@crematoriums.fr	
Crématorium de Montreuil Juigné	Avenue des Poitiers	49460 MONTREUIL JUIGNE	Raphaël Pacchiani	r.pacchiani@crematoriums.fr	
Crématorium et Parc Mémorial d'Hélin-Beaumont	606 rue du Docteur Laennec	62110 Hélin-Beaumont	François Ravaud	f.ravaud@crematoriums.fr	
Crématorium de Valence Romans	650 chemin de Clairoc	26760 Beaumont-Lès-Valence	Rorian Chéreau	r.chereau@crematoriums.fr	
Crématorium Du Cotentin	Lotissement artisanal du "Mont à la Ouesne"	50700 Brix	Jérôme Paul	j.paul@crematoriums.fr	

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT

U-

Crématorium du Gard	490 rue Max Chabaud	30000 NIMES	Isabelle Fréchet	ifrechet@crematoriums.fr	LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DU GARD 490 avenue Max Chabaud 30000 Nîmes Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr
Crématorium des Alpes du Sud	Route de la Luye	05000 GAP	Fanny Rioult	f.rioult@crematoriums.fr	LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE GAP Allée du Cimetière St Roch 05000 GAP Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr
Crématorium du Val de Loire	85 rue de la Picardière	41000 BLOIS	Vincent Laurier	vlaurier@crematoriums.fr	LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE BLOIS 85 rue de la Picardière 41000 BLOIS Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr
Crématorium de Rennes Métropole	La Clartière du Plessis	35770 Vern sur Seiche	Sleivy Candel	s.candel@crematoriums.fr	LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE RENNES METROPOLE 150 avenue de la libération 59270 BAILLEUL Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr
Crématorium de la Métropole Nice Côte d'Azur	Valon du Roguez - RD6202	06670 COLOMARS	Mounira Achour	m.achour@crematoriums.fr	LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE LA METROPOLE NICE COTE D'AZUR RD6202 - Valon du Roguez 06670 COLOMARS Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr
Crématorium de Saint-Raphaël	Boulevard de l'Aspé	83700 SAINT RAPHAEL	Claire Bordet	c.bordet@crematoriums.fr	LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE SAINT-RAPHAEL Boulevard de l'Aspé 83700 SAINT RAPHAEL Adresse d'envoi des factures : compta@crematoriums.fr
Crématorium de Cuers	Rue du Souvenir Français	83390 Cuers	Laurent Comba	lcomba@maisoncomba.com	Funecap Sud Est Crématorium Funéraire Rue du Souvenir Français 83390 Cuers
Crématorium des Charmilles	Chemin de Charmilles	38270 Beaurepaire	Jérôme Besset	jeanbesset184@orange.fr	Funecap Sud Est Groupe d'infrastructures et de service funéraires - Pôle Sud Est Service comptabilité 410 rue Henri Sainte-Claire Deville 83100 Toulon
Crématorium de Vidauban	139 boulevard des pins parasols	83550 VIDAUBAN	Philippe Le Drogo	philippe.ledrogo@funecap.com	Funecap Sud Est Groupe d'infrastructures et de service funéraires - Pôle Sud Est Service comptabilité 410 rue Henri Sainte-Claire Deville 83100 Toulon
Crématorium du Creusot	10 rue de Pologne	71200 Le Creusot	Richard Jarzabek	crematorium.lecreusot@orange.fr	Pompes Funèbres Violon Funecap Est 8 rue de Pologne 71200 Le Creusot
Crématorium d'Alès Saint Martin	Rue Jean Giono	30520 Saint-Martin-de-Vaigues	Emmanuelle Nalle	emmanuelle@NALLEPF.COM	Pompes Funèbres Nalle A l'Attention d'Emmanuelle Avenue du Docteur Jean Goubert 30100 Alès
Crématorium de Dole	40 rue des Nouvelles	39100 DOLE	Christophe Serra	c.serra@crematorium-dole.fr	Crématorium de Dole 40 rue des Nouvelles 39100 DOLE

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT

Bordereau de Suivi des Déchets (BSD)



Feminine CEFJA and DEFJA

Decreto nº 2005-252 de 20 mai 2005
Ampliat de la Decree 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page 12



- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° :	
1. L'émission du bordereau <input type="checkbox"/> Production du dossier <input type="checkbox"/> Ce document de petites quantités de déchets relevant d'une autre rubrique (réviser avec 2) <input type="checkbox"/> Personne ayant traité ou analysé les émissions de ce lot pour assurer des déchets sont identifiables (réviser avec 2) <input type="checkbox"/> Autre document	2. Installation de destination ou d'intégration : de ou vers quelle installation privée Entreprise et personne ou installation concernée (rubriques 15 à 19 à remplir) <div style="border: 1px solid black; height: 20px; margin-bottom: 5px;"></div> N° SIRET : _____ NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mtl : _____ Personne à contacter : _____ N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opinion ou d'opposition / validation prévue (noté de D.R.) : _____
3. Descriptions des déchets Rubrique déchets : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Désignation usuelle : _____ Consistance <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux	
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) 	
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> brique <input type="checkbox"/> cisternes <input type="checkbox"/> GAV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____	
6. Quantités : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée (tonnes) : _____	7. Régime en vigueur (le cas échéant) N° SIREN : _____ Département : _____
- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -	
8. Collecteur-transporteur N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mtl : _____ Personne à contacter : _____	Remarque n° : _____ Licence de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mtl : _____ Date de prise en charge : ____/____/____ Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport exceptionnel (Rubrics 20 et 21 à remplir)
- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -	
9. Déclaration générale de l'émetteur des bordereaux Je soussigné certifie que les renseignements fournis dans les cases ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : ____/____/____	
- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -	
10. Les données reçues à l'installation de destination N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ (tonnes) Date de présentation : ____/____/____ Lettre acceptée <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____ Signature : _____ Signatures et cachets : _____ Date : ____/____/____	11. Réception de la destination Code de D.R. : _____ Désignation : _____ Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : ____/____/____ Signature et cachet : _____
12. Destinataire ultime prévu (dans le cas d'un transfert ou d'un traitement ultérieur à des déchets dont la provenance reste identifiable le transporteur devra être accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01). Transitaire prévu (noté de D.R.) : _____ N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mtl : _____	

L'original de l'ordonnance n'a pas été déposé.

Paraphe LE PRESTATAIRE

Paraphe LE CLIENT

DOC 133-2 A. Contrat N° 2018 19 07

Page 15 sur 15

W.